

Bertrand Geay, Romuald Bodin, Jérôme Camus
CURAPP-CNRS, Université de Picardie ; CSE-CNRS ; GRESCO.

Le corps mobilisé

Les étudiants en lutte contre le CPE

S'interroger sur la façon dont une mobilisation comme celle des étudiants contre le Contrat Première Embauche (CPE), au printemps 2006 s'inscrit dans la durée, c'est inévitablement se poser la question de ce qu'elle fait aux individus qui en sont partie prenante. Car ce qui est alors requis pour « construire le rapport de forces » et « faire plier » l'adversaire, ce qui est par là même recherché par tous ceux qui s'engagent dans le « mouvement », c'est la répétition quotidienne de l'action, l'extension du groupe mobilisé, l'intensification du conflit. Et dans la mise en oeuvre des compétences disponibles, l'apprentissage de nouvelles façons de faire ou de penser, ou l'émotion réitérée des luttes partagées, il se joue une modification des façons d'être d'autant plus durable que l'engagement de soi y aura été intense. Faire durer le mouvement, c'est ainsi, en un sens, créer les conditions de le faire durer en chacun des individus mobilisés.

Mais cet effet socialisateur de la participation aux luttes sociales, qu'ont souvent relevé les travaux relatifs aux carrières militantes¹, pose à son tour une

série d'autres questions sur le déroulement des luttes elles-mêmes. Comment passe-t-on des actions inaugurales orchestrées ou bricolées par quelques uns à l'engagement, des semaines durant, de dizaines ou de centaines d'individus ? Dans quelles conditions se produit et se diffuse le sentiment de solidarité interne au groupe ? Comment se structurent les pratiques qui mobilisent et transforment les dispositions des individus les plus affectés par cette expérience commune ? On voit que rapportées à l'analyse du mouvement lui-même, ces interrogations conduisent tout autant à l'analyse du collectif en tant que tel, qu'à l'étude de ce qui se joue pour les individus. Car il s'agit alors d'analyser les liens qui se structurent au sein du groupe mobilisé, le temps d'un mouvement, et la façon dont chacun intègre les principes unificateurs du groupe en s'intégrant aux pratiques par lesquelles se réalise cette unification. Pour le dire d'une formule, comprendre comment le mouvement fait corps, c'est ainsi se donner les moyens de comprendre la façon dont il passe dans les corps.

Dans le cas des mobilisations étudiantes, ces questions redoublent d'intensité, tant semblent alors problématiques les formes d'organisation les plus stabilisées. Elles le sont d'autant plus que l'on se situe dans les lieux où la mobilisation de 2006 fut la plus éloignée des cadres syndicaux de mobilisation, comme ce fut le cas de la façon la plus exemplaire à Poitiers, ville-phare du mouvement, très fortement médiatisée dans cette période, en

¹ Sur cette question, on peut signaler le numéro 1-2 (février-avril 2001) de la *Revue Française de Sciences Politiques* intitulé « Devenir militant » ainsi que les n° 155 (2004) et 158 (2005) des *Actes de la recherche en sciences sociales* ayant tous deux pour thème le « capital militant. » Voir également, M.-H. Lechien, « Aider les autres : trajectoires professionnelles, reconversions militantes et valorisation de la "personne" », dans A. Collovald (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements, Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, PUR, « Res publica », 2002, ainsi que L. Willemez, « *Perseverare Diabolicum* :

l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social », *Lien social et politique*, 51, printemps 2004.

raison du caractère massif de la mobilisation mais aussi de son caractère présumé plus « authentique », moins « traditionnel », à tel point que le journal *Le Monde*¹ finit par une trouver une « poitevine attitude » particulièrement originale. Comment, alors que le mouvement prend de l'ampleur, les étudiants parviennent-ils à produire de la cohésion tout en maintenant leur rejet des formes de représentation politique ou syndicale perçues comme « rigides » et « dépassées » ? On peut faire l'hypothèse que se met alors en place un double processus. D'une part, se constitue progressivement un contrôle symbolique sur les pratiques des autres de la part des agents les plus mobilisés, dont une bonne partie de l'efficacité réside dans le fait qu'il n'apparaît jamais comme tel. De l'autre, les mêmes en viennent à incarner les modes de participation légitimes tant leur investissement apparaît de tous les instants. Mais il reste encore à comprendre ce qui se joue dans l'organisation floue qui se met malgré tout en place dans le sillage de cette structuration du groupe. A la rencontre entre des modes de régulation souvent peu explicites et des comportements plus ou moins spontanés, s'élaborent, une division du travail et un ensemble de manières de faire, qui s'imposent, à force de réunions de « coord' », d'« AG », de « manif' » et d'« actions », et déclinent en toute une série de pratiques la croyance en l'existence du collectif et les principes qui en fondent l'existence. Et, dans le cas de ce mouvement comme dans tous les autres, c'est de l'expérience pratique que chaque individu peut faire de ces façons d'agir, de ces codes et de ces rituels communs, que s'engendre tout à la fois la croyance partagée indispensable à la consolidation de la lutte et la modification des façons d'être de ceux qu'elle mobilise.

On s'appuie ici sur les résultats d'une enquête conduite à Poitiers, principalement de février à avril 2006, à l'aide

¹ Cf. *Le Monde* du 14 mars 2006, « A Poitiers, les étudiants en grève inventent un nouveau style de contestation ».

d'un questionnaire passé auprès des participants à une Assemblée Générale (n=585), d'un dépouillement systématique de quatre organes de presse de janvier à avril 2006 (*Le Monde, Libération, Le Figaro, La Nouvelle République du Centre-Ouest*), de douze entretiens approfondis réalisés auprès des principaux animateurs du mouvement en mars et avril 2006 et d'une série d'observations menées tout au long de la mobilisation et complétées par l'exploitation d'une quarantaine d'heures de documents audio-visuels.

La solidarité organique des « bonnes volontés »

L'instauration du « blocus » total de l'université le lundi 13 février 2006 inaugure l'entrée des étudiants poitevins dans un mouvement de grande ampleur. Cette période constitue, dans les propos des interviewés, un moment de rupture avec les pratiques antérieures, marquées par une certaine indifférenciation des tâches d'organisation : « [Les commissions] se sont mises en place 2, 3 jours après le blocus du campus. A partir du moment où le campus était bloqué, c'était beaucoup plus structuré. Il fallait envoyer des gens, qu'on ait tant de personnes, fallait donner des rendez-vous, pour les manifs, il fallait qu'on donne des horaires donc il fallait qu'on structure un peu plus. A partir de ce moment là y'a des commissions qui se sont créées. Au début tout le monde avait triple casquette. » (Hugo, étudiant en L1, AES, [9]²). Mais cette division des tâches, si elle s'impose à tous, ne va pas sans soulever des questions qui touchent à l'idée même de ce que doit être le mouvement. Dénonçant les syndicats étudiants et, plus largement, la plupart des instances représentatives habituelles comme des appareils bureaucratés, « figés », « rigidifiés », servant les intérêts de ceux qui sont à leur tête, les étudiants poitevins qui participent aux réunions de

² Cf. caractéristiques complètes des interviewés en annexe.

« coord' » cherchent à rationaliser l'organisation du mouvement, sans pour autant que les formes adoptées puissent être perçues comme allant à l'encontre de ce qui, de leur point de vue, en constitue sa force, c'est-à-dire son « authenticité », son « ouverture », sa « souplesse », sa « spontanéité ». Les carences organisationnelles peuvent ainsi successivement être présentées comme faiblesses ou comme atouts. Et si, jusqu'à la mi-mars, la question du fonctionnement des « commissions » demeure un enjeu des discussions collectives, elle perd ensuite de son importance au profit d'une sorte de routinisation des formes de fonctionnement flou les plus stabilisées.

Cette logique particulière fait en réalité l'objet d'un réglage progressif, comme le montre le cas de la « commission action ». Chargée d'une tâche particulièrement importante parce que préparant les modes d'expression parmi les plus visibles du mouvement, cette instance a pourtant été quelque peu délaissée aux premiers temps du « blocus ». Sa relance, et en un sens sa constitution véritable, survient suite à une manifestation suivie d'occupations improvisées au cours de laquelle les étudiants perdent la maîtrise de leur expression collective, comme l'explique Fabien, doctorant en sociologie ([2]): *« c'est venu... après une manif où c'était du n'importe quoi. A l'hôtel des impôts : dix minutes, après fac de médecine, un lycéen a voulu prendre la parole, la prof de médecine s'est mise à côté, l'a écrasé, les anars se sont énervés en traitant les autres de fascistes, ont allumé les alarmes incendies, etc. (...) Et on a fait le bilan. Jacques s'est expliqué, qu'il était tout seul. Et j'ai rencontré Stéphane, et on a mis en place la commission action. Bon j'ai mis le truc en place mais ensuite pour laisser la place aux jeunes »*. Comme les autres commissions, celle-ci est soumise au contrôle de l'instance représentative du mouvement, la « coord' ». Mais, à la suite d'indiscrétions occasionnées par la multiplication des

interlocuteurs, il est finalement décidé, d'une part, que le nombre d'étudiants faisant partie de la commission ne sera pas trop élevé et par ailleurs, que si toute « action » doit être acceptée par la « coord' », la commission est chargée de les organiser, jusqu'à choisir secrètement le jour de leur réalisation.

Au cours des deux premières semaines, la « coord' » – elle-même mise en place dans la foulée de l'instauration du « blocus » – a ainsi décidé « sur le papier » la création de deux autres « organes » du mouvement: le « groupe presse », qui doit se charger d'archiver les coupures de presse et d'entrer en relation avec les médias, et les « nez rouges », qui sont chargés d'assurer un service d'ordre pacifique lors des manifestations, des actions et des assemblées générales. S'y ajoutent ensuite les « nez verts », chargés de l'animation des cortèges, la « commission animation », dont la fonction est de préparer des soirées conviviales et culturelles, et la « commission débats », qui doit mettre en place des « projections-débats » puis des « tables-rondes » sur le travail ou l'éducation avec des invités extérieurs (militants associatifs, syndicalistes), dans le but de rédiger des « cahiers de doléances » exprimant, dans les deux domaines, les analyses et les contre-propositions du mouvement.

A ces six groupes ou commissions, on peut adjoindre la fonction de « standardiste », mise en place dès les premiers jours au siège de l'association des étudiants d'histoire, celle d'« étudiant-relais », permettant d'assurer le lien entre la « coordination » et chacune des UFR, celle de « bloqueur », plus décisive encore, et surtout qui mobilise un nombre d'individus beaucoup plus important, et encore, dans le même ordre d'idée, la « BACS » (la brigade... anti cours « sauvages » !). L'on pourrait enfin ajouter la « tambouille autogérée », groupe ouvert chargé de préparer des repas à prix « libres » et conçus pour être aussi « participatifs » que possible, qu'ils soient destinés à des

manifestants, à des passants rencontrés sur un marché ou à des étudiants des autres villes accueillis dans le cadre d'une « Co-ordination nationale » ; mais ce groupe aux contours fluctuants d'inspiration libertaire avait en réalité une existence antérieure au mouvement et a perduré après lui, même s'il s'est agrandi à l'occasion du mouvement et y a occupé une indéniable fonction symbolique et pratique. Au total, cent cinquante à deux cents étudiants, selon les périodes, se trouvent associés à des degrés divers à l'organisation du mouvement ; s'y joignent les participants réguliers aux manifestations et aux actions diverses, dont l'effectif varie de quelques centaines à quelques milliers selon les jours et les semaines.

L'organigramme virtuel que dessine cet ensemble d'instances et de fonctions a sa cohérence. Les commissions doivent fonctionner sur le mode de groupes ouverts à l'ensemble des volontaires, elles font des propositions et prennent en charge certaines tâches techniques. La « coordination » prend la plupart des décisions, par consensus et au besoin par vote, sauf les décisions relatives aux revendications et au blocus, qui sont soumises à l'AG. Les fonctions plus techniques, comme la tenue des « blocus », font l'objet d'un simple suivi par la « coordination », pour veiller au respect des consignes et surtout à la bonne répartition des tâches. Mais certaines commissions ont en fait plus de mal à fonctionner, d'autres se superposent largement, et certaines tâches particulières, comme les relations avec la presse, reviennent en réalité très vite aux porte-parole de fait qui se sont imposés dès les premiers jours du blocus. Certains modes de décision s'avèrent eux aussi évolutifs, tel celui relatif à l'élection de délégués du mouvement à la « Co-ordination nationale » qui sera en certains cas soumis à l'AG.

Le caractère un peu flottant de ce mode d'organisation est accentué par le fonctionnement de la « coordination » elle-même. Comme on l'a vu, ses membres ne sont pas élus. Elle se veut fonctionnant sur

le même mode que n'importe quelle commission, en étant réputée ouverte à tout étudiant souhaitant y prendre part. Dans les faits, c'est un « noyau dur » d'une trentaine d'étudiants, auxquels s'ajoute une vingtaine de participants occasionnels, qui se réunit ainsi périodiquement, dans un amphithéâtre de Physique le plus souvent, dans le local des Verts le dimanche soir, ou encore, quand les beaux jours commencent à revenir, sur les pelouses du campus. Et en son sein, les tensions ou les conflits qui ne manquent pas de survenir sont de fait régulés par une dizaine d'étudiants dont l'autorité s'est peu à peu affirmée au fil des semaines, comme Victor et Freddy, porte-parole à l'autorité charismatique la plus reconnue, Romain, de la « commission action », ou Sonia, « bloqueuse » et membre de la « commission action »...

Ce mode de régulation du partage des tâches réalise une sorte d'économie pratique de l'affectation des compétences et des désirs individuels. En tentant de respecter les « envies » de chacun, il permet aux agents de trouver leur place, à la rencontre des besoins collectifs repérés au fil du temps et des ressources militantes et plus largement sociales, acquises antérieurement au mouvement, de telle sorte que tout en se complexifiant, l'organisation peut entretenir la croyance chez les agents d'une invention « authentique » des formes de mobilisation puisque fondée sur la volonté individuelle. Il concourt à produire le sentiment de l'unité organique du mouvement, et même, en parvenant à juguler les tensions les plus vives qui pourraient tout aussi bien surgir dans ce type d'organisation sociale, il ajoute au principe de la solidarité fonctionnelle l'impression d'une sorte de fluidité des échanges, qui peut être associée aux vertus démocratiques que se doit de cultiver une telle entreprise collective.

Pour autant, cet univers n'a rien d'égalitaire. L'enquête complémentaire réalisée auprès des étudiants mobilisés permet ainsi d'établir que cette correspondance entre les agents et les places

s'éclaire très largement par les propriétés sociales des uns et les propriétés symboliques des autres. Aux positions les plus visibles, celles de porte-parole, on trouve des agents ayant acquis un capital militant important, relativement à l'ensemble du groupe mobilisé : issus de parents appartenant aux cadres et professions intellectuelles supérieures et pour la moitié d'entre eux ayant eu une expérience syndicale ou politique, ils ont eux-mêmes un passé de militant politique et/ou associatif. Cette propension à s'intéresser à la chose politique, qui a notamment trouvé à s'activer à l'occasion du mouvement anti-Le Pen, alliée à leur jeunesse (c'est-à-dire à leur position d'entrant dans le champ politique¹) les conduit à se sentir légitime dans le rôle de porte-parole tout en se défiant des formes d'action politique les plus « traditionnelles », « anciennes », en un mot, vieilles. Les ressources spécifiques dont ils peuvent faire usage s'observent tout spécialement lors des réunions de « coord » ; là où les moins pourvus socialement voient leur participation se limiter à la proposition d'idées, ils sont en mesure d'énoncer ce qui doit être retenu sur le mode de l'évidence.

A l'opposé des positions les plus visibles, on trouve l'ensemble de celles depuis lesquelles s'opère le travail de l'ombre, les « petites mains » du mouvement. Si les agents qui les occupent disposent parfois d'un capital militant, mais de façon beaucoup plus inégale que les porte-parole, ils possèdent aussi et surtout d'autres types de ressources qui, si elles ne trouvent pas à s'employer dans le travail de représentation explicite, sont converties dans le cadre de ces attributions. C'est ainsi que l'on trouve parmi les étudiants qui participent au « blocus », au service d'ordre (« nez rouges ») et/ou à l'animation des cortèges (« nez verts ») ou des soirées conviviales (commission « animation »), des étudiants bénéficiant d'une expérience de l'animation, titulaires du

BAFA² (c'est notamment le cas de quatre répondants sur cinq se déclarant comme prenant part à l'animation). C'est là également, et de façon peu surprenante³, que l'on retrouve en plus grand nombre les étudiantes.

En position intermédiaire, la commission « action, qui occupe au fil des semaines une place de plus en plus importante dans l'animation effective du mouvement, réunit des agents aux ressources plus hétérogènes et se structure en interne selon une logique analogue à l'ensemble de cette structuration organisationnelle. Ainsi, Romain, membre emblématique et représentant quasi-attitré de la « commission action », a des parents cadres supérieurs et membres d'organisations politiques et syndicales de gauche, alors que Marina et Greg, sont d'origine sociale beaucoup plus modeste et dépourvus d'héritage politique.

L'organisation adoptée par les étudiants, qui se constitue par le recrutement des « bonnes volontés » et hors de toute procédure qui serait immédiatement identifiée comme « rigide », laisse ainsi fonctionner les mécanismes sociaux les plus implicites : l'attribution, voire la création, des positions s'opère par l'activation et/ou la conversion de dispositions (militantes, cultivées, juvéniles, féminines ou masculines...) antérieurement acquises et converties dans le cours de la mobilisation. Mais, en permettant une activité multiple et intense pour tous ceux qui y prennent part, en bénéficiant aussi de la durée exceptionnelle du mouvement, elle autorise une appropriation commune des codes et des usages militants, et parfois, des conversions plus spectaculaires, qui prennent la forme de micro-carrières militantes dans l'espace circonscrit de cette lutte particulière, comme c'est le cas pour plusieurs

¹ P. Bourdieu, « La jeunesse n'est qu'un mot », *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1984.

² Brevet d'Aptitudes aux Fonctions d'Animateur de centres de vacances et de loisirs.

³ Ch. Guionnet et E. Neveu, *Féminins/Masculins, sociologie du genre*, Paris, Armand Colin, U, 2004, notamment p. 197-198.

membres de la commission « action », tels Romain, Thierry ou Sonia.

Pour comprendre comment la hiérarchisation implicite de cette organisation dite « informelle » – manifestement contradictoire avec les principes égalitaires sans cesse proclamés, tout particulièrement sous l’angle des rapports de genre – n’en affecte que très marginalement son potentiel unificateur, il faut aussi ne pas négliger tout le travail de réhabilitation symbolique des fonctions les moins gratifiantes auquel se livrent quotidiennement les étudiants les plus visibles, en particulier les porte-parole les plus reconnus du mouvement, qui, d’ailleurs, mettent eux-mêmes fréquemment « la main à la pâte ». Déniant la noblesse des tâches de représentation au nom d’une certaine forme de pureté de l’implication, mais aussi d’« authenticité », suscitée par la création des tâches en correspondance avec le « caractère », la « personnalité » des agents qui les prennent en charge, ce travail de réhabilitation contribue à faire apparaître le travail le plus courant, quotidien, d’exécution, et les agents qui l’accomplissent comme ce et ceux qui mériteraient d’être le plus reconnus, y compris à l’extérieur du mouvement : « *Le reflet de la coord, pour l’extérieur, c’est ceux qui parlaient mais derrière y a plein de filles qui travaillaient mais elles voulaient pas parler en AG : elles avaient peur du public, pas assez d’assurance... c’est normal, à la fois c’est pas normal mais c’était comme ça. Je dirais y a même plus de filles qui bossent que de mecs, toujours en train de faire des tracts, aller de droite à gauche, faire des banderoles... Sans les filles qui étaient en coulisse, qui faisaient tout ça, voilà on aurait rien fait non plus. Contacter les partis politiques pour demander des tracts, elles ont fait du bon boulot, elles continuent d’ailleurs. Sur les blocus, c’est les premières ; y’a plus de nana sur les blocus que de mecs. Les mecs y sont plus dans les réunions, là ça y va quoi : les réunions, c’est intéressant, on peut s’affirmer, on peut parler, pousser une*

gueulante etc. Mais au niveau des blocus c’est... elles ont peut-être plus de facilités à dialoguer avec les gens et de leur expliquer pourquoi y’a un blocus, ça passe un peu mieux. Les mecs sont plus dans les réunions... mais c’est partout pareil, en politique aussi. La coordination, c’est le reflet de la société aussi. » (Hugo, étudiant en L1, AES, [9]).

Le déploiement du style de la lutte

C’est sur la base de cette organisation floue, en elle-même plus normée et plus normative que l’observation spontanée ne le supposerait, que va être décidée toute une série d’actions, et plus largement va se constituer tout un ensemble de façons d’agir, sur un mode tel que seront assurées simultanément l’extension du groupe et de ses modes d’intervention, et la cohérence de ce qu’il présente de lui-même. En déployant sur différentes scènes et dans des conjonctures renouvelées le style spécifique ébauché au cours des premières semaines, autour du triptyque « sans étiquettes », « pacifisme des débats » et « pacifisme des actions », cette forme d’orchestration de l’action collective systématise les manières d’être constitutives du mouvement et par-là même contribue à une forme de reproduction élargie du sens du mouvement.

Pour comprendre la façon dont se met en place le répertoire d’action du mouvement, il convient de nouveau de prendre préalablement la mesure de ce en quoi ce processus relève d’une sorte de réglage progressif de ce qu’il convient de faire et de dire sur chacun des terrains où intervient le groupe. Les choix opérés pour l’organisation des « manif » en sont un bon exemple. Par leur fréquence régulière et par le nombre de participants qu’elles réunissent, celles-ci constituent des moments importants de la mise en scène du groupe pour lui-même et pour les autres. Elles incluent elles-mêmes des temps d’émotion collective spécifiques et se prolongent souvent par des « actions » :

l'occupation des voies de chemin de fer intervient, par exemple lorsque le cortège passe à proximité de la gare, les huées et plus fréquemment encore, les chants, devant la préfecture, se font entendre peu avant que les manifestants n'atteignent la place de l'hôtel de ville, terme de leur parcours... Parfois, c'est le projet d'une « action » qui produit la « manif », comme lorsqu'un nombre important d'étudiants se déplace dans le but d'aller envahir les locaux du Rectorat, du MEDEF, de la Chambre de Commerce et de l'Industrie ou encore le tarmac de l'aéroport.

On peut voir dans l'évolution des « manif » et des « actions » un reflet du processus par lequel les étudiants tente d'affirmer l'identité du mouvement. Au début du mouvement, alors que les revendications étudiantes sont concentrées sur la réduction des postes aux concours de l'enseignement, l'institution visée est essentiellement l'Education Nationale (blocage de l'IUFM le 12 janvier, envahissement du Rectorat le 19). Puis, la mobilisation s'élargissant avec l'opposition au CPE, les « actions » rendent visibles, d'une part, la force numérique du groupe (opération escargot le 14 mars, et le même jour, envahissement de l'aéroport qui, bien que réalisé avec un nombre d'étudiants réduit, entre dans cette logique du crescendo en remontant, en somme, la hiérarchie des moyens de transport...) et d'autre part, les « véritables » adversaires (occupation de la Chambre de Commerce et d'Industrie et du Rectorat le 16 février, du MEDEF le 28 mars...). Néanmoins, cette évolution ne va pas sans tension au sein du groupe mobilisé. Le bombardement du restaurant Mac Donald's, situé à proximité du campus, est loin de faire consensus au sein de la « coord. » : s'il constitue une cible classique des mobilisations se situant dans la mouvance altermondialiste, il reste qu'il est fréquenté par les étudiants (et en emploie certains) et que le fait même de faire s'abattre un déluge d'œufs et de papier toilette sur le restaurant est perçu par certains étudiants comme

contraire à la dimension non-violente du mouvement.

Le travail d'harmonisation des pratiques apparaît en revanche réussi lorsque le 3 mars, le cortège de la manifestation arrive sur la place de la préfecture, et que quelques étudiants mettent le feu à des voitures en cartons baptisées « Sarkosinettes » et « Villepi-nettes ». Si ce geste affirme toute la détermination à affronter le pouvoir politique, mais aussi médiatique (l'un des leaders indiquera sur son blog « Non pas solidarité avec les émeutes des banlieues de novembre dernier mais plutôt par reconnaissance de la naïveté des médias »), il dit aussi le refus de la violence physique et la certitude que les étudiants sauront comprendre une action purement symbolique. Autre exemple de ce double travail de renouvellement et de mise en cohérence : le 1^{er} avril est l'occasion d'une « manif » singulière puisque, comme il se doit à une pareille date, elle présente une symbolique inversée ; on peut lire sur les pancartes brandies par les étudiants (certains étant déguisés en « gens sérieux », « de droite », ou « bourgeois » : veste et cravate pour les hommes, robe terne et serre-tête pour les femmes) « *J. Chirac est un grand président* » ou « *oui au CPE* », le symbole du poisson, omniprésent dans le cortège, rappelant que tout ceci devait être compris au second degré...

Mais, si elles présentent de nombreux avantages sous l'angle de cette réactivation des attributs revendiqués par le groupe, les « actions symboliques » peuvent tout autant finir par épuiser le crédit accumulé par l'action collective tant elles peuvent être également comprises comme l'expression de sa relative faiblesse. Et dans l'ordre des actions retenues, il se définit en fait comme une alternance entre ce type d'actions et les « actions coups de poing » du type de l'occupation de la gare, en même temps qu'une augmentation progressive de la « dureté » des actions (c'est-à-dire du degré de remise en cause de l'ordre

Les chansons et slogans, comme outils de production du collectif

Si les huées, les cris, le fait de scander des slogans ou d'entonner des chansons... font partie des pratiques attendues dans de nombreux mouvements de ce type, les formes qu'elles prennent plus spécifiquement contribuent à l'identification du style du mouvement. Aux airs habituellement repris dans les cortèges viennent ainsi s'ajouter, au cours des premières semaines, un ensemble de chansons et de slogans créés par les étudiants poitevins. Cette production inédite se fait progressivement, d'abord dans l'entre-soi de « soirées » entre les étudiants les plus investis, puis est en quelque sorte officialisée, en faisant appel à tous ceux disposant de quelques compétences musicales pour parfaire l'orchestration et réaliser un enregistrement. Produit sous forme de CD, celui est vendu à 700 exemplaires ; il est également diffusé dans les « manif » par le camion loué par l'intersyndicale des personnels.

Parmi les 27 pistes du CD, dont la plupart durent moins d'une minute, on trouve pêle-mêle, des slogans entendus antérieurement lors de « manif » de lycéens ou à l'occasion de « l'anti-G8 » et plus ou moins adaptés à ce mouvement (« De Villepin, si tu savais, ta politique où on se la met... », « Un pas en avant, trois pas en arrière, c'est la politique du gouvernement... »), des chansons plus actuelles parodiées (un titre du groupe Indochine, un autre des Wampas ou encore des Wiggles), des airs issus des pratiques de l'animation, eux aussi transformés (« Santiano », « Il était un petit navire », « Frère Jacques »...), mais aussi quelques créations originales, au ton plus sérieux (et accompagnées à la guitare) qui, si elles ne seront pas reprises au cours des manifestations, sont au diapason des préoccupations exprimées par les étudiants.

Ces différents titres connaîtront, dans le cours du mouvement, des destins variés, certains feront figure d'hymne (la « Pictavienne » qui reprend l'air de la Marseillaise) ou serviront, de façon récurrente, d'arme dans la lutte symbolique opposant les étudiants aux institutions. C'est le cas par exemple de cette sorte de litanie pleine d'autodérision (« on est très méchants, on mange des enfants ; on est très vilains, on mange des doyens ; on est immature, on bloque des voitures ; on est un peu fou, on est très beaucoup ! »), s'inspirant là encore de slogans entendus à « l'anti-G8 » et entonnée lorsque les autorités refusent de recevoir les représentants étudiants. Autant dans les formes spécifiques que prennent ces chansons et ces slogans, que dans leurs modes de production et dans leurs usages collectifs, se dessinent des manières de faire au travers desquelles le mouvement affirme ses valeurs cardinales (créativité, authenticité, originalité, spontanéité, mise à distance des formes politiques perçues comme rigides...) et laisse en outre percevoir la conversion de dispositions antérieurement acquises : cette façon de jouer avec le sérieux en dotant des chansons enfantines d'un contenu politique, ou de manière plus subtile, de prendre les institutions à leur propre jeu en adoptant des comportements ironiquement enfantins, n'est pas sans rappeler la position sociale de la jeunesse, « ni jeune ni adulte, mi-jeune mi-adulte¹. » Mais il s'agit d'une jeunesse cultivée, dotée d'une prétention culturelle, certes modeste, mais suffisante pour voir dans les chansons de groupes de musique se situant plutôt à la marge de l'industrie musicale des airs susceptibles d'être connus par les étudiants, d'attacher de l'importance à leur sens, et de se sentir aussi assez légitimes pour faire eux-mêmes figures de créateurs.

¹ P. Bourdieu, *op. cit.*, 1984.

public), lorsque le gouvernement donne des signes jugés chaque fois plus patents de sa « surdité ». Le « blocus de ville », réalisé le 22 mars puis le 5 avril, entre totalement dans cette logique. Alors que le « mouvement poitevin » est désormais connu nationalement et que plusieurs grandes manifestations interprofessionnelles ont déjà eu lieu, il s'agit pour la « commission action » et la « coordination » de faire « monter la pression » d'un cran et de montrer que les étudiants peuvent eux aussi agir « sur les centres économiques » ; mais il faut également veiller à la bonne tenue des opérations. Aussi l'action fait-elle l'objet d'un important travail de préparation, à la fois matériel (recherche de palettes ou de bottes de foin, avec l'aide de la Confédération paysanne), logistique (lieux de rendez-vous, points d'établissement des barricades) et humain (règles de sécurité et consignes strictes de non-affrontement avec la police).

La délimitation progressive des formes d'action légitimes par laquelle le groupe mobilisé affirme ce qu'il prétend être ne s'observe bien-sûr pas seulement en matière de « manif » ou d'« actions » : la normalisation progressive du vocabulaire, des gestes, de la présentation de soi (cf. infra), ou des interactions avec des instances ou des groupes extérieurs au mouvement (institutions, fonctionnaires de police, étudiants non mobilisés, syndicalistes de l'université puis membres de l'intersyndicale interprofessionnelle départementale...), indique la constitution, à mesure de l'avancée du mouvement, d'un contrôle de l'expression collective, dans le but d'agir plus efficacement sur les interlocuteurs directs et sur les médias, tout « en restant soi-même », ou plutôt : *parce que* l'on est resté « soi-même ». Et cette façon qu'a le groupe mobilisé de rappeler sans cesse sa spécificité, en jouant de tous les registres du jeu avec le sérieux, pour mieux affirmer son « authenticité », sa « jeunesse », mais aussi en un sens, tout son sérieux, s'accompagne aussi de

l'élaboration et surtout de la diffusion d'un discours de légitimation par lequel se construit la cause défendue, s'affûtent les arguments « de fond » qui pourront être employés. Les discours des leaders, notamment en assemblée générale, ou la diffusion de tracts participent de cette entreprise. Le souci d'informer, de débattre, de s'opposer de façon constructive se repère également dans la volonté d'utiliser les lieux de « blocus » de l'université pour diffuser l'information sur les raisons de la mobilisation, d'essayer de profiter des deux « blocus de ville » pour informer les automobilistes (pour autant que ceux-ci soient réceptifs en de telles circonstances...), d'organiser des « soirées-débats » thématiques, etc.

La maîtrise pratique du répertoire des pratiques

On peut résumer les formes d'action finalement retenues et partiellement produites à l'occasion de ce conflit dans la logique restreinte du répertoire d'action, selon la définition que les historiens et les politistes ont donné de cette notion¹. Le répertoire propre à ce mouvement va, dans cette logique, de la manifestation de rue à la soirée culturelle, en passant par le « blocus » de l'Université, l'« occupation » de lieux publics, le « blocus de ville », la distribution de tracts et différentes sortes d'actions symboliques (voitures en carton brûlées, jets de projectiles salissants, etc.). Mais on se trouve alors en difficulté pour classer certaines activités, comme les AG spectaculaires du stade Rébeilleau, où sont réunis régulièrement de 2000 à 4000 participants et dont la fonction première est d'organiser les votes mais qui jouent un rôle tout aussi important que les « manif » dans la mise en scène du groupe, ou comme les « réunions-débats », dont l'objectif est de

¹ Cf. notamment Ch. Tilly, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986, et M. Offerlé, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 1994.

préparer des « cahiers de doléances » (qui ne verront finalement pas le jour) mais ont surtout un effet direct de transmission d'un ensemble de connaissances sur le système éducatif et sur l'économie, et de valorisation de la démarche de réflexion et d'« ouverture » de la « coordination ». Et, dans la perspective de restituer la façon dont le style de mobilisation se diffuse à tout un ensemble de manières de faire, il convient d'aller au-delà de la notion de répertoire d'action pour envisager la diversité des scènes où se produit et se reproduit le mouvement.

La représentation externe du mouvement, qu'il s'agisse des médias ou de la participation à des réunions inter-professionnelles ou intersectorielles (AG des personnels de l'Université, Intersyndicale interprofessionnelle départementale, Forum Social Départemental) constitue la scène la plus officielle de l'activité militante. La dimension stratégique et la place donnée à l'argumentaire sur les revendications y sont particulièrement affirmées. Mais il continue néanmoins de s'y jouer la consolidation du style particulier du mouvement, lorsque les porte-parole interviewés laissent transparaître, au moins par leur tenue corporelle, les propriétés du groupe qu'ils représentent, ou quand ils s'essayent à la pacification des relations entre la CGT et Force ouvrière lors des réunions de l'intersyndicale. Au pôle inverse, on ne saurait négliger que les moments les moins officiels de la vie du groupe, comme les « pots » en ville après les coordinations ou les repas improvisés de fin de manifestation, constituent également l'une des scènes où non seulement se resserrent les liens affectifs dans leur dimension interpersonnelle, mais où s'exprime de nouveau tout ce qui rassemble (par exemple en entonnant une « Pictaviennne » tonitruante après quelques verres de bière), et surtout où s'éprouvent les opinions sur des sujets d'ordinaire proscrits car « diviseurs » (par exemple à propos des résultats du référendum sur le Traité Constitutionnel

Européen) et, une fois encore, sur les façons de militer (par exemple pour critiquer ceux qui abusent un peu trop de leur présence dans les médias).

Plutôt que d'établir une classe d'actions nettement circonscrite, il s'agit donc bien davantage de prendre en compte l'existence d'un continuum, allant de la scène la plus officielle – les délégations à l'extérieur : les « délégs » – aux coulisses¹ de la production du groupe mobilisé – les « soirées » –, en passant notamment par les « AG », les « coord' », les « blocus », les « actions » et les « manif' », chacune de ces scènes offrant une combinaison particulière de fonctions concourant à la production et à la reproduction du mouvement. Mais il y a plus. On ne comprendrait tout à fait la façon dont les militants engagés dans l'action s'approprient les manières de faire que les plus actifs d'entre eux ont concouru à produire ou à diffuser, si l'on ne restituait aussi la part d'inventivité accordée à chacun des participants dans l'usage qu'il peut faire du cadre collectivement produit, et la façon dont ils ne cessent, en passant d'une scène à l'autre, de réitérer les mêmes gestes ritualisés, dans des combinaisons et dans des contextes variés, exprimant chaque fois, dans cette sorte d'improvisation réglée, leur appartenance au groupe en même temps que la place toute particulière qu'ils y prennent.

Ainsi, les chansons et les slogans du mouvement peuvent-ils spontanément trouver leur place non seulement en « manif' », mais aussi dans les « actions », les « blocus », et pratiquement toutes les autres scènes. Les discussions les plus sérieuses peuvent s'ébaucher ou se conclure lors des « soirées ». Et les moments de « déconnade » ou de

¹ Cf. E. Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne, 1. la présentation de soi*, Paris, Minuit, « Le sens commun », 1973 (1^{er} éd. en langue anglaise, 1956), et sur un exemple de mise en œuvre dans le cas des congrès syndicaux : B. Geay, « L'ordinaire du congrès. Les fonctions sociales d'un rituel syndical », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 5, 2006.

« délires » collectifs, apparemment si particuliers aux scènes les moins officielles, peuvent en réalité devenir un élément du langage commun mobilisé dans des circonstances plus inattendues. Il paraît donc opportun, non seulement d'observer, comme on l'a dit, au-delà des actions les plus « visibles », mais aussi en-deça, en décomposant chaque action en ces unités de sens que constituent les pratiques collectives, qu'il s'agisse d'un geste, d'un attribut vestimentaire, d'une façon de voter ou d'un slogan, pour mieux saisir comment ces pratiques forment elles-mêmes une sorte de répertoire, activé quotidiennement sur un mode spontané et progressivement intériorisé par un nombre croissant de participants.

L'usage spontané du répertoire des pratiques collectives est un outil privilégié pour « faire vivre » au quotidien l'identité du groupe et renforcer par là les liens de l'entre-soi et/ou la reconnaissance externe du collectif. Ainsi lorsque les représentants des étudiants patientent dans une anti-chambre du bureau du préfet, et décident de commander des pizzas avec la ferme intention de se les faire livrer à la préfecture, ils introduisent le registre de la « déconnade » sur la scène la plus officielle en prenant, de façon caricaturale, la place qu'ils pensent que l'institution leur attribue. Puisque l'on n'est pas pris au sérieux, semblent-ils affirmer ainsi, autant jouer à ne pas l'être en jouant à faire « les jeunes ». Tout un ensemble de compor-

Le répertoire des pratiques collectives des étudiants poitevins

Les pratiques dont il est fait la liste sont celles qui se donnent à voir dans les moments collectifs du mouvement considéré dans sa totalité. Elles constituent le support objectivé de la production du sens du mouvement. Elles se définissent comme des unités de sens combinables de différentes façons selon le moment où l'on se situe dans le déroulement temporel du mouvement et selon les différentes scènes de la mobilisation, dont les principales sont les « délég' », les « blocus », les « coord' », les « AG », les « actions », les « manif' », les « soirées ». Une action, au sens militant, est ainsi une combinaison particulière de pratiques, partiellement programmée, partiellement produite en situation. Les pratiques collectives peuvent avoir été expérimentées dans d'autres lieux, y compris sur des scènes non militantes, ou être inventées en situation. Elles sont l'objet de débats permanents et leur structuration progressive exprime la façon dont le groupe mobilisé agit sur les significations du mouvement. Ce répertoire a été établi par recoupement des informations contenues dans les observations, les

entretiens, la presse quotidienne nationale et régionale, ainsi qu'une quarantaine d'heures de documents audio-visuels collectés par plusieurs documentaristes et par les étudiants eux-mêmes.

Postures et mouvements du corps

Occuper l'espace

Faire un sit in (dans la rue, à la gare, au rectorat, au salon de l'étudiant...)

Défiler (dans la rue, dans les locaux...)

Faire une opération escargot
Envahir (un lieu institutionnel)

Bloquer la fac

A main nue

Avec des tables, des chaises

Avec des caddies, des palettes

Avec des cadenas, des chaînes

Bloquer la ville

Par attroupement (avec des palettes, des banderoles, des bannières)

Avec barricades sécurisées (herbes, paille, matériaux de chantier, palettes, feux, caddies + pancartes)

Gestes

Mains levées

Pouce en bas

Moulin avec les bras

« Branlette »

« Peace and love »

Poings levés

Produire des sons

Applaudissements

Cris

Sifflets

Casseroles

Taper sur des poubelles

klaxons

Interactions entre les étudiants
Faire un cordon de sécurité
Interactions avec les forces de l'ordre
Pousser, aller au contact
Jouer à « 1, 2, 3, CRS »
Faire de la résistance passive
Jouer au « chat et à la souris »,
contourner les barrages

S'accouttrer

« Vêtements »
Sacs poubelles chasubles
Tee-shirts peints (slogans...)
Déguisements (1^{er} avril et Mac Do)
Sur le visage
Nez rouges
Nez verts
Couleurs de Poitiers
Visages masqués
Accessoires additionnels
Brassards « mobilisés »
Autocollants entiers (avec sigles)
Autocollants détournés (sans sigles)
Autocollants « Fragile »
Mégaphone
Pancartes
Banderoles autoproduites

Marquages et actions symboliques

Rue
Autocollants
Déplacer ou renverser des poubelles
Façades de bâtiments publics (UMP, Mc Do, Préfecture...)
Autocollants
Œufs
Papier toilette
Farine
Poubelles (lancées)
Intérieur des bâtiments publics (IUFM, inspection académique...)
Inscriptions (tableaux)
Affiches
Façades Université
Banderoles
Affiches
Actions symboliques
« Sarkosinettes » et « villepinettes »
Former des mots avec les corps
Dessiner des silhouettes autour des corps allongés
Atelier d'expression plastique improvisé

Chanter

Par exemple :
« A la manif. »
« La Pictavienne »
« La loi Fillon, nous prend pour des cons... » (sur l'air d' « emmenez moi » de C. Aznavour)
« On est très méchant, on mange des enfants... »

Scander des slogans

Par exemple :
« De Villepin, si tu savais... »
« Un pas en avant, trois pas en arrière... »
« Si t'es contre le CPE tape dans tes mains... »

Produire des discours

Interventions en amphi
Interventions en AG
Interventions en réunion (coordination, réunion débat)
Consignes pendant les actions
Compte-rendus, annonces
Négociateur

Communiquer

Tracts et documents divers
Emplois du temps de la semaine
Sondages
Feuille de chou
Tracts de la coord'
Tracts du collectif ou de l'intersyndicale
Affiches et pancartes
Revendications
Informations
Internet
Communiqués de presse
Accueil téléphonique (standard)
Lieu d'accueil et d'expression
Interviews

Voter

A main levée
Secret
Secret avec carte et scrutateurs
A bulletins secrets avec isolements et scrutateurs

Garder en mémoire

Appareils photos
Caméras
Revue de presse

Organiser des moments conviviaux

Faire un barbecue, une cuisine autogérée
Organiser un concert
Prendre un pot (à l'Irish Corner,...)
Jouer aux cartes

« Déconner »

Monter sur des chariots (aéroport)
Monter sur les voitures
Commander des pizzas en audience à la Préfecture
Faire semblant de pousser les voitures

tements pourrait être analysé de façon similaire : lors d'une « opération escargot », certains étudiants font semblant de pousser les voitures bloquées comme si elles étaient ralenties par un problème mécanique ; à l'aéroport, alors que les CRS menacent d'intervenir, ils improvisent une course avec les énormes chariots à bagages ; lors d'une « coordination nationale », ils se présentent comme membres de l'UNI ou représentants de « Chasse, Pêche, Nature et Tradition étudiante », pour dénoncer ce qui leur semble être de l'ordre de la stérilité des luttes entre appareils syndicaux.

Mais ce sont aussi les pratiques de débat, telles qu'elles ont été mises au point en AG et en « coord' », qui sont spontanément transférées dans l'échange qui s'établit entre le représentant du MEDEF et les manifestants, après de longues négociations, lors de « l'occupation » du siège de l'organisation patronale. Ce sont encore les modes de présentation des revendications, à l'oral, ou par voie de tracts, de banderoles ou d'affiches, qui sont réinvestis dans des situations diversifiées, du campus à l'IUFM, de l'espace intersyndical à l'espace médiatique. Au fur et à mesure que l'accord s'établit sur les manières de faire légitimes, en même temps que chacun est invité à composer de multiples variantes attestant de son inventivité, se réalise ainsi une sorte d'apprentissage multiforme, implicite et collectivement orchestré, du bon usage des façons de protester et en particulier du sens tactique qu'il requiert.

Ainsi, on ne comprendrait pas la réussite des « blocus de ville », qui interviennent au bout de plusieurs semaines d'action, le 22 mars et le 5 avril, sans prendre en compte la diffusion par la pratique de cette maîtrise pratique du répertoire des pratiques à un nombre chaque jour plus important d'étudiants mobilisés. Ces « actions » sont en effet conçues pour bloquer la circulation de la quasi-totalité de l'agglomération tout en conservant le style « pacifique » qui a fait

le succès du mouvement. Annoncées à l'avance bien qu'il s'agisse d'actions définies comme illégales par les forces de l'ordre, préparées par la collecte de matériels permettant d'établir des barricades et avec le concours des syndicats de salariés et de la Confédération paysanne, elles débutent à 6h45 pour se terminer le plus tard possible dans l'après-midi. Regroupés sur la place de l'Hôtel de Ville puis répartis sur les différents carrefours des principaux points d'entrée de la Ville ainsi que sur la Nationale 10, les étudiants ont pour consigne de « tenir » le plus longtemps possible leurs positions, de ne pas se couper du contact avec la population et de ne « libérer » les « points de blocus » qu'en cas de charge des CRS... pour se regrouper ensuite et déplacer les barrages quelques centaines de mètres plus loin. C'est ainsi toute la journée une sorte de jeu du « chat et de la souris » qui se met en place, seulement coordonné, du côté des étudiants, des lycéens mobilisés à leurs côtés et des quelques enseignants ou salariés qui les accompagnent, par l'usage des téléphones portables et de concertations *in situ*, pour éviter tout à la fois le délitement du dispositif et « l'escalade » de la violence dans les confrontations incessantes avec les forces de l'ordre. Témoins de la maîtrise pratique du sens de l'action incorporée par ces dizaines d'étudiants qui règlent le comportement des quelques centaines qui sont réparties dans l'ensemble de la ville, ces scènes singulières qui se multiplient sur tous les « points de blocus », où, après plusieurs heures de tensions et de bousculades, l'on voit les CRS retirer les palettes qui entravent la circulation et des manifestants se saisir dans le plus grand calme des objets évacués pour les remettre à leur place, ou encore cette partie d'« un, deux, trois soleil » dans laquelle le piquet que les joueurs doivent atteindre n'est autre que les boucliers du cordon de CRS qui barre la rue (le jeu est immédiatement rebaptisé « un, deux, trois, CRS »), jeu dont la « gagnante » demandera aux fonction-

naires, dans un éclat de rire « alors, qui est-ce qui veut me faire un bisou ? ».

A « corps perdu » dans le mouvement

Ainsi, depuis la production de l'organisation du mouvement jusqu'à la valorisation de la spontanéité juvénile individuelle, en passant par des pratiques à la fois ludiques et sérieuses, la normalisation et l'incorporation du style s'opèrent de façon progressive et transversale. Et les manières de s'approprier, ou si l'on préfère, d'habiter ces cadres d'interactions collectivement produits, se réalisent dans et par les pratiques qui engagent quotidiennement les agents. La mobilisation des corps joue de ce point de vue un rôle tout à fait décisif dans la fabrication du collectif. Et l'analyse du processus de fabrication du groupe et de la façon dont il se saisit des dispositions des individus mobilisés, suppose que l'on s'intéresse, à cette étape de l'analyse, aux cadres spatiaux et temporels du mouvement, en ce qu'ils se saisissent des corps mobilisés et en ce qu'ils contribuent aux modifications qui affectent le rapport à soi et aux autres.

Pour les étudiants les plus engagés dans le mouvement, en particulier ceux qui prennent en charge les points de blocage des locaux de l'université, une journée de mobilisation commence généralement plus tôt qu'une journée de cours : il faut être sur place avant 8h pour être en mesure de parer à toutes éventualités. Car même si les tentatives de « forçage du blocus » en viennent progressivement à disparaître, occuper les lieux restent une nécessité stratégique. De fait, « sur le blocus » – comme disent les étudiants –, les journées sont parfois longues et il arrive que les petits groupes d'étudiants affectés aux points d'entrée les moins fréquentés des différentes UFR ne voient pour ainsi dire personne, tout le temps où ils s'acquittent de cette tâche. Pour les autres, ceux qui « tiennent » l'entrée de l'UFR de Lettres et langues ou celle du site de centre ville de l'UFR de Sciences humaines et arts, il

s'agit davantage d'accueillir les étudiants de passage et si possible d'animer les lieux.

Les lieux ont été aménagés : à côté des empilements de chaises et de tables qui condamnent les accès, les étudiants ont collé des affiches d'information (de leur fabrication) sur les revendications, les prochains rendez-vous de la mobilisation... Ils ont parfois un espace pour préparer les repas (réchauds, barbecue rudimentaire...), ils installent des espaces d'expression (une nappe de papier est par exemple déroulée et collée sur un mur, chacun étant invité à y inscrire ce qu'il y souhaite, à réagir à des inscriptions déjà présentes...). Ce détournement de l'usage habituel des lieux d'études peut aller jusqu'à improviser une partie de football dans les couloirs. Le « blocus » fera aussi figure d'atelier du mouvement. C'est ici que se préparent banderoles et brassards ou encore une partie du matériel qui sera utilisé lors du second « blocus de ville ». De fait, le campus ayant été déserté par la majeure partie des étudiants, ceux qui « occupent le terrain » s'y croisent régulièrement. On se connaît de vue, on repère, au restaurant universitaire, les visages de ceux et celles qui étaient à l'assemblée générale, à la manifestation ou à la dernière « action », on a entendu parler de la fonction qu'il ou elle occupe dans le mouvement. En ville, d'autres lieux viennent en quelque sorte prolonger l'espace vécu du mouvement, tel le local des Verts, la place de l'hôtel de Ville, ou le bar irlandais, où l'on va « faire la fête » et, encore une fois, parler du mouvement, imaginer des « actions »...

Les jours d'assemblée générale et/ou de manifestation se présentent comme une suite ininterrompue d'activités, entre lesquelles les plus engagés « enchaînent », doivent parfois choisir ou laisser choisir par d'autres, lorsqu'on les attend tout à la fois sur les « blocus », en interview, en AG des personnels ou en intersyndicale, à l'AG étudiante et pour « l'action »... Ceux-là, comme ils le disent, ne « s'appartiennent plus ». En fin de

journée, il y a encore une réunion de « coord' » ; il faut trouver une voiture pour se rendre au plus vite à l'amphithéâtre de physique, sur le campus, à l'autre bout de la ville, et s'arrêter, sur le trajet, pour acheter un sandwich ou une pizza... D'autres, qui vivent le mouvement hors de toute tâche de représentation, et bien plutôt dans l'alternance des « actions » et des retrouvailles « entre potes », sont déjà là, et ont largement entamé les packs de bière, les tranches de pâté et les baguettes de pain qu'une opération de ravitaillement collectif a mis à disposition de tous, moyennant une libre participation aux frais. Ensuite, il y aura encore, pour les uns ou pour les autres, la rédaction d'un tract, les contacts à prendre pour l'organisation d'une nouvelle « réunion-débat », ou encore des retrouvailles en plus petit comité dans le bar canadien d'allure très « écolo » qu'affectionne tout particulièrement l'un des principaux porte-parole.

Parce que le mouvement s'inscrit dans la durée et qu'il implique une expérience totale des étudiants les plus mobilisés, il conduit à une mise en suspens des cadres de leur vie ordinaire, et pas uniquement ceux des études. S'investir, c'est prendre le temps, adopter la temporalité spécifique du mouvement, rogner sur ses heures de sommeil ; c'est s'abandonner aux rencontres imprévues tout en s'imposant des contraintes que l'on n'aurait guère imaginées supportables. Et c'est par cette participation longue et de tous les instants que s'acquiert le sentiment que ce dont on fait l'expérience ne peut exister qu'ici et maintenant, comme une parenthèse dans le cours de la vie ordinaire. C'est elle aussi, qui en introduisant toute une série de dissonances entre les façons de faire habituelles et celles requises cette expérience collective, expose plus totalement à ce qui est produit en commun, et contribue par-là à l'intériorisation des façons de façons de penser et d'agir du mouvement.

Ce contexte, que tout porte à percevoir comme particulier, contribue aussi au relâchement des normes ordinaires

de comportement. Il permet de s'autoriser à rencontrer les responsables d'institutions comme l'université, la police, les syndicats, les partis politiques et à entrer dans un rapport de négociation avec eux, à proposer des initiatives, à se placer en tête de cortège, à porter la parole collective dans les médias mais aussi, à pratiquer l'autodérision, à jouer le « jeune », à adopter un comportement qui, dans un autre contexte, ferait passer pour un joyeux hurluberlu. Le corps lui-même devient porteur d'attributs du mouvement, de la mise en scène de la place que l'on y occupe. On l'a dit, certaines « actions » sont l'occasion de se déguiser et le service d'ordre se distingue par le maquillage. Mais on peut également voir, dans les moments de représentation collective, des joues peintes aux couleurs de la ville (en « manif' », à Paris), des autocollants apposés sur les vêtements (dont ont été retirés les sigles des partis politiques ou des syndicats qui les ont produits), des autocollants « fragiles » (du type de ceux utilisés pour les déménagements), des tee-shirts peints par des slogans...

Cet engagement par le corps se traduit également par une accentuation du caractère homogène des présentations de soi, moins en terme de style vestimentaire mais plutôt du point de vue du rapport que les agents entretiennent avec leur apparence. C'est le détail qui fait ici toute la différence. On serait en effet bien en peine de décrire la panoplie de l'étudiant : jeans, le plus souvent, pull ou sweet-shirt, peu de marques apparentes, peu de maquillage pour les filles ; mais on peut remarquer chez pratiquement tous un même souci dans l'agencement des différents éléments, dans l'affichage d'un accessoire signifiant. Ce pourra être, par exemple le foulard (parfois le kéfié) qui complète une tenue passe partout, des bijoux « artisanaux » (bracelet en cuir, en perle, tressé...), un piercing discret, une manière de se coiffer (ou plutôt d'avoir une chevelure peu ordonnée)... Cette préoccupation qui consiste à marquer son

apparence tout en laissant penser que l'on fait peu de cas des apparences, qui semble commune à la plupart des étudiants investis dans le mouvement, ne fait que s'exacerber par la proximité de tous les instants occasionnée par la mobilisation.

Enfin, la participation au mouvement passe par l'adoption d'une hexis corporelle par laquelle les étudiants rendent visible cette forme de relâchement réglé qui permet de ne jamais paraître aussi sérieux que la situation semblerait le demander, en donnant tous les signes qui font sentir l'importance, comme au second degré, de ce jeu avec la norme ordinaire, tout en exprimant leur façon de s'abandonner au groupe et à son apparent désordre. A la façon de ce qui se passe dans les centres de vacances aux « dynamiques de groupe » les plus accomplies, toute une série d'indices témoigne de cette forme de corporéisation de la mise en suspens des cadres de l'existence ordinaire : tel étudiant arbore une tresse inhabituelle pendant toute la durée du mouvement, tel autre un bandeau marqué d'inscriptions vengeresses, tel autre encore porte simplement toujours la même longue écharpe blanche. Et dans la mise en scène librement orchestrée que donne à voir cette exposition des corps mobilisés, comme séparés par toute « l'authenticité » requise par les principes qui les unissent, mais aussi par-là même librement associés, se livre en réalité l'une des façons par lesquelles le mouvement habite désormais ceux qui l'ont produit.

Le processus par lequel les étudiants produisent les cadres du mouvement et constituent un groupe intégré révèle à la fois les traits les plus spécifiques de leurs dispositions, en comparaison d'autres fractions de la jeunesse, et la façon dont celles-ci sont mises au travail, pour les besoins de la cause. La division du travail « souplement » orchestrée et l'espèce d'harmonisation des manières de faire qui s'observe tout particulièrement au cours des premières semaines du mouvement, déclinant en

toute une série de pratiques, des plus officielles aux plus officieuses, le style « démocratique » et « pacifique » ébauché dès les premiers jours du conflit, se réalisent au travers d'une mobilisation des compétences disponibles, dans toute leur diversité, et de la sollicitation des identités personnelles et de la ressource partagée que constitue la jeunesse cultivée, mises au service de la consolidation du collectif. L'expérience de la mobilisation, parce qu'elle affecte les cadres spatiaux et temporels de la vie ordinaire, mais aussi parce qu'elle s'accompagne d'un apprentissage pratique et collectivement orchestré du répertoire commun qui est en train de se constituer, conduit un nombre croissant d'individus mobilisés à adopter le langage de la lutte et à incorporer quelques éléments d'un sens pratique militant.

De la répétition quotidienne des gestes et attitudes collectivement produits et de l'effervescence qu'ils contribuent à engendrer dépend pour une bonne part l'efficacité du processus de mobilisation. En un sens, ici comme ailleurs, c'est la génuflexion qui produit le croyant¹. Mais, en raison des propriétés sociales de ceux qu'ils s'agit de mobiliser et de la nature même du phénomène étudié, la répétition du rituel ne s'opère qu'au travers d'une sorte de réinvention permanente, qui s'apparente davantage à l'improvisation réglée du musicien de jazz qu'à la reproduction classique d'une œuvre canonique. C'est dans ces conditions particulières, où se rejoue en permanence la mise à distance de tout ce qui peut sembler conventionnel et institué, que le rituel travaille tout à la fois à l'incorporation de l'habitus militant spécifique au mouvement et à la constitution du groupe comme corps social provisoirement intégré.

¹ cf. E. Durkheim, *Les Formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, Bibliothèque de philosophie contemporaine, 1925, et toute une tradition de l'anthropologie culturelle, par exemple : Th. Csordas, « Somatic Modes of attention », *Cultural Anthropology*, 8.2 (1993) : 135-56.

Annexe : caractéristiques des étudiants interviewés

Code	Prénom	Sexe	Age	Filière	Année d'étude	Affiliation politique et ou syndicale	Profession du père	Profession de la mère	Fonction dans le mouvement
[1]	Loïc	M	20	Histoire	L2	Souris Verte	Professeur de génie civil	C.P.E	Bloqueur
[2]	Fabien	M	27	Sociologie	Doctorat		Demandeur d'emploi	Assistante de direction	Personne ressource, animateur de débat, médiateur dans les premières AG.
[3]	Stéphane	M	22	Musicologie	L1	LCR		Secrétaire	Nez rouge
[4]	Victor	M	19	Histoire	L2	Animateur fédéral MJS, PS, UNEF, élu au conseil de l'UFR.	Photographe à l'hôpital	Secrétaire médicale	Porte-parole
[5]	Maxime	M	21	Sociologie	L3	UNEF, élu au conseil de l'UFR, au CA de l'université au CROUS et à la mutuelle des étudiants	Magasinier	Ouvrière	Personne ressource : diffusion informations nationales, organisation de la coordination.
[6]	Michaël	M	23	Histoire	M2	Collectif Alternatif universitaire, élu au CA de l'université et Vice président de l'association des étudiants en histoire	Cuisinier	Tarologue	Porte-parole
[7]	Freddy	M	21	Lettres	L2	Non (fréquente des associations)	Médecin	Infirmière	Porte-parole
[8]	Ludovic	M	28	Musicologie	L1	Non	Comptable à EDF	Cadre supérieur à l'hôpital	Standard
[9]	Hugo	M	20	AES	L1	PS (secrétaire de la Vienne), MJS	Cadre (France Télécom)	Secrétaire	Porte-parole
[10]	Nicolas	M	20	STAPS	L3	Non	Programmeur informatique	Chimiste	Porte-parole mouvement CAPES
[11]	Sonia	F	20	Lettres	L2	Non	Chef de chantier	Employé de commerce	Membre commission action
[12]	Romain	M	20	Histoire	L3	Non	Cadre (douanes)	Pianiste	Membre commission action

Les prénoms ont été modifiés afin de garantir l'anonymat des interviewés.